

SHORT NEWS

Forum 363 : les médias alternatifs à l'honneur

(da) - Le Luxembourg en l'an 2016. Tout le paysage médiatique du pays est occupé par trois grands groupes (woxx 1369). Tout le paysage médiatique ? Pas tout à fait. Une poignée de « petits » résiste. Ainsi, forum, qui avait organisé un débat intitulé « Pluralisme des médias - Quo vadis ? » (woxx 1371) en mai et qui revient à la charge, avec un numéro dédié... aux médias alternatifs. À l'honneur : la revue « Onkraut » (woxx 1370), radio Ara, le projet « goosch.lu », mais aussi le woxx. La signification du terme « alternatif » est analysée, tout comme son accaparement par certains secteurs d'extrême droite. Le chef de cabinet de Xavier Bettel, Paul Konsbruck - dont la définition de « médias alternatifs » semble légèrement différer de la nôtre - détaille son opinion sur le paysage médiatique luxembourgeois dans une interview. Il y a, à côté du dossier « médias alternatifs », un mini-dossier de cinq articles consacrés à l'immigration portugaise. Par ailleurs, le criminologue et bourgmestre de Dudelange Dan Biancalana esquisse des « pistes de réflexion » pour une réforme de la police, tandis que la rédaction revient sur l'« affaire de la craie » (woxx 1372), dans laquelle cette même police ne semble pas s'être couverte de gloire.

Drogues : les problèmes se déplacent

(lc) - Comme chaque année, l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies livre son rapport sur les tendances de la consommation de substances illicites sur le continent. Et comme chaque année, le grand-duché est le seul pays à ne pas être en mesure de fournir des chiffres exacts. Si l'on s'en tient donc aux grandes tendances, on constate que la répression contre le cannabis - la drogue numéro un - ne porte toujours pas ses fruits. Les indicateurs tant pour la qualité que pour la quantité sont à la hausse et la drogue est de moins en moins importée, mais produite sur le continent. Sinon, ce sont les drogues de synthèse, des substances qui peuvent contourner la répression parce qu'elles ne sont pas encore déclarées illégales, qui avancent fortement. Concernant les opiacés, les rapporteurs constatent que ceux-ci se prennent de plus en plus en association avec des drogues synthétiques, changeant par là le cas du polytoxicomane « traditionnel ». Les médicaments détournés sont également à la hausse. Bref, si certains problèmes, notamment la morbidité des usagers problématiques, sont mieux abordés grâce à des programmes spécifiques - le problème général ne fait que se déplacer.

Comment travaillera-t-on demain ?

(lm) - La révolution numérique est supposée apporter au monde - et au Luxembourg en particulier - de formidables gains de productivité et un accroissement de richesse et de bien-être. Parmi les sceptiques on trouve non seulement les nostalgiques de l'âge analogique, mais aussi les défenseurs de ceux-là même qui sont au centre de la « troisième révolution industrielle ». La Chambre des salariés, pour faire avancer la réflexion, invite à une conférence de Christophe Degryse intitulée « Les impacts sociaux de la digitalisation de l'économie » : mercredi 8 juin, 18h30, hôtel Parc Belle-Vue, 5, avenue Marie-Thérèse, Luxembourg-ville. Inscriptions : csl@csl.lu

Erneuerbare Energien: Wie, wo, was?

(lm) - Dass Luxemburg beim Ausbau der erneuerbaren Energien erhebliche Anstrengungen macht, behauptet das Energieministerium (woxx 1367). Dass man wesentlich mehr tun könnte, finden dagegen die Klimaschützer. Am kommenden Mittwoch ab 18h wird im OekoZentrum Pafendall die Potenzialstudie der Regierung von zwei Experten vorgestellt. Kontrovers ist sowohl die Vereinbarkeit des Ausbaus der Erneuerbaren mit dem Naturschutz als auch die in Luxemburg beabsichtigte starke Konzentration auf die Biomasse. Beides wird beim anschließenden Rundtischgespräch mit dem Umweltstaatssekretär Camille Gira und mehreren Beamten Thema sein. Mehr Informationen: www.meco.lu

AKTUELL



SECTEUR SANTÉ, SOINS ET SOCIAL

« Ça suffit maintenant »

David Angel

Pour ce samedi, les deux principaux syndicats appellent à une manifestation nationale des secteurs de la santé, des soins et du social. Ils sont prêts à aller jusqu'au bout pour obtenir raison.

« Ça suffit maintenant. » Nora Back, secrétaire centrale du syndicat santé, services sociaux et éducatifs de l'OGBL, ne mâche pas ses mots. « Nous espérons que les employeurs comprendront le message. Sinon, nous sommes prêts à aller jusqu'au bout, avec tous les moyens qui sont à notre disposition. »

Samedi, l'OGBL, largement majoritaire dans les secteurs concernés, mais aussi le LCGB appellent à une manifestation nationale. Leur revendication ? Une revalorisation des carrières dans le secteur d'aide et de soins (SAS) et au sein des hôpitaux, regroupés dans la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL).

Le SAS et la FHL ont des conventions collectives très similaires. Elles ont toutes deux été conclues en 1999, et leur article 28 respectif - qui les hisse au rang de services publics - prévoit un alignement des salaires et de l'évolution salariale sur ceux de la fonction publique. Les négociations au sein des deux secteurs sont donc liées à celles au sein de la fonction publique, menées entre l'État et la CGFP.

Après de longues années de blocages pour ce qui est de la fonction publique, un accord salarial a été voté, en mars 2015, à la Chambre des députés. 2,2 pour cent de plus par salaire, et une prime unique de 0,9 pour cent, voilà la principale composante de cet accord.

Un accord qui, par le même biais, a ouvert la voie à une renégociation des conventions collectives du SAS et de la FHL. Or, au sein de la FHL, les négociations ont été interrompues,

après un an, du côté des employeurs. La proposition de l'entente patronale de procéder en deux temps - d'abord l'augmentation salariale et la prime, et plus tard la revalorisation des carrières - a essuyé un refus côté syndicats. Si bien que ce sera l'Office national de conciliation qui devra trancher.

« Il n'est pas question de continuer d'attendre une revalorisation », dit Nora Back. « Les carrières dans le secteur hospitalier, mais aussi dans le SAS sont sous-évaluées et donc sous-payées par rapport aux années d'études nécessaires et par rapport à la fonction publique. Cela fait bientôt 30 ans que nous nous battons pour cette revalorisation. »

20.000 salariés

Dans le SAS, la situation est encore plus compliquée. Ici, les négociations ne se font pas uniquement entre syndicats et employeurs comme au sein de la FHL, mais doivent inclure des représentants de quatre ministères. Syndicats, employeurs et ministères doivent se réunir au sein d'une commission paritaire sous la tutelle du ministère de la Famille. Or, malgré des demandes répétées depuis 2012, aucune réunion de cette commission n'a eu lieu.

Côté employeurs, l'entente patronale du secteur des soins Copas argumente que des augmentations salariales et une revalorisation des carrières auraient comme résultat une augmentation des tarifs pour les patients. Une logique que refuse d'accepter Nora Back : « Il est manifeste que nous avons droit à ces améliorations. »

Les deux principaux syndicats appellent donc à une manifestation des deux secteurs, ce samedi. Deux secteurs qui représentent, ensemble, environ 20.000 salariés et qui sont en pleine expansion.